

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Comme le ministre a mentionné que le *Feuilleton* était très chargé, je me demande s'il l'a consulté récemment et s'est rendu compte comme il l'est peu. Sait-il aussi qu'il n'y a qu'un seul article inscrit à son nom?

[Français]

M. Lalonde: La question, monsieur le président, n'est pas de savoir combien il y a de sujets à l'ordre du jour inscrits en mon nom, mais de considérer le programme législatif que le gouvernement a déposé à la Chambre.

* * *

[Traduction]

LES POSTES

LA QUESTION DE LA VENTE D'ARTICLES DIVERS—
L'AUTORISATION ET LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Comme l'auditeur général a encore critiqué les bureaux de poste parce qu'ils vendaient au public, sans l'autorisation du Parlement, des articles qui n'étaient pas du domaine des postes, et comme les bureaux continuent à le faire, le ministre nous dirait-il pourquoi son ministère a adopté ce programme sans l'autorisation voulue et pourquoi il n'a pas tenu de comptes permettant de déterminer si c'était profitable ou non?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, le sous-ministre est plus compétent que moi dans ce domaine. Il a comparu devant le comité des prévisions budgétaires en général pour expliquer clairement les raisons de ce programme. On peut consulter le procès-verbal, je suppose. Si je me trompe, je me renseignerai et je répondrai au député lundi.

* * *

L'IMMIGRATION

LA COMPRESSION DES CRÉDITS POUR L'ENSEIGNEMENT DE
L'ANGLAIS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, puis-je poser ma question au premier ministre suppléant? Peut-il dire à la Chambre si le gouvernement envisage de réduire, ou s'il l'a déjà fait, les fonds affectés à l'enseignement de l'anglais comme langue seconde au Collège Algonquin d'Ottawa, compte tenu de l'importance du collège pour la région où il se trouve et pour les professeurs en cause? En outre, le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration prévoit-il d'appliquer la même politique, le cas échéant, à des centres comme Toronto et Hamilton ainsi que d'autres villes canadiennes?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas du tout au courant de cette question, mais je vais me renseigner. Si le ministre arrive, il répondra à cette question, sinon je m'efforcerai d'obtenir tous renseignements utiles à ce sujet.

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PERTES SUBIES PAR LE MOZAMBIQUE À LA SUITE DU
BLOCUS DE LA RHODÉSIE—LA PART CANADIENNE DE
L'INDEMNISATION

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et fait suite à la question que je lui ai posée hier. Le bruit court que des hauts fonctionnaires canadiens ont déclaré qu'il n'est pas question d'affecter des crédits spéciaux pour indemniser le Mozambique mais que le Canada accepte, en principe, de contribuer à un fonds général à cette fin, le ministre peut-il nous donner une estimation de la somme que le Canada affectera au fonds qui sera établi lors de la conférence du Commonwealth en vue d'indemniser le Mozambique, pays qui ne fait pas partie du Commonwealth, pour des pertes subies lors du blocus de la Rhodésie.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne puis donner de tels détails. Je vais me renseigner et faire rapport plus tard.

LA QUESTION DES CRÉDITS AUX PAYS EN INSTANCE
D'AFFRANCHISSEMENT DE LA DOMINATION DE L'AFRIQUE DU
SUD

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pour être franc, le ministre dirait-il à la Chambre si le Canada s'est engagé à fournir des fonds pour encourager les forces au sein de l'Afrique du Sud-Ouest à se dégager de l'emprise de l'Afrique du Sud?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES OLYMPIADES

LA CONTREFAÇON DE PIÈCES DE MONNAIE—LES MESURES
PRÉVENTIVES ENVISAGÉES

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Étant donné que des fausses pièces de monnaie olympique très bien imitées sont fabriquées et distribuées à l'étranger, le ministre peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement prend pour mettre fin à cette activité et comment il peut nous assurer que ces fausses pièces de monnaie ne se vendront pas sur le marché canadien?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, le député a assez bien décrit la situation. C'est sans doute le fait d'un réseau international de faux-monnayeurs qui travaillent surtout sur le continent européen. Nous sommes au courant de la situation et notre police travaille en collaboration étroite avec Interpol. Il est également vrai que, selon toute probabilité, certains Canadiens sont impliqués dans cette affaire. Rien ne laisse supposer, toutefois, que ces imitations de pièces de monnaie olympique représentent une menace pour le Canada. Les gens qui désirent acquérir ces pièces devraient se protéger en les achetant aux vendeurs autorisés tels que les banques à charte et autres maisons de confiance et nous sommes prêts à fournir la liste de ces vendeurs aux intéressés. Autrement dit, les acheteurs doivent se méfier